

Université d'Orléans
Direction des affaires financières

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE TRAVAUX

Travaux de réaménagement de l'espace Bascoulard, bâtiment Moreux

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Consultation n°











21 TVX 2025

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	3
2.	REALISATION DES PRESTATIONS	3
3.	DEVELOPPEMENT DURABLE	13
4.	AUTRES STIPULATIONS	13
5.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
6.	LITIGES ET SANCTIONS.....	17
7.	FIN DU CONTRAT	18

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Travaux de réaménagement de l'espace Bascoulard, bâtiment Moreux
	Acheteur	Université d'Orléans
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	9 lots
	Lieu d'exécution	IUT de Bourges 63, Avenue de Lattre de Tassigny 18000 Bourges
	Délai	12 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 3000$
	Variation des prix	Fermes actualisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Travaux du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. RÉALISATION DES PRESTATIONS

- Prescriptions techniques

Toutes les précisions liées aux différents lots sont énumérées dans les documents suivants :

- A01 CCTP lot 1 à 7
- A02 CCTP lot 8
- A03 CCTP lot 9

Pour la réalisation des ouvrages, l'entrepreneur est soumis aux diverses prescriptions techniques en vigueur à la date de remise de l'offre, à savoir :

- Normes françaises et normes européennes homologuées ;
- Règles de calcul AL, BA, BAEL, CB, CM, FA, FB, N, NV, PS, TH, etc.
- Documents Techniques Unifiés du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, les fascicules CCTG et anciens CPS
- Cahiers des Prescriptions Techniques d'Exécution du C.S.T.B.
- Avis Techniques délivrés par ce même centre
- Cahiers techniques du CTB
- Label recommandations professionnelles IRABOIS et Cahier des Charges de l'U.N.C.S.C.M.P. et de l'IRABOIS
- Fascicules Laboratoire Centrale des Ponts et Chaussée
- Prescriptions des fabricants
- Prescriptions France Télécom, EDF, etc.

Dans les cas où le présent cahier serait en contradiction avec l'un de ces documents quant aux matériaux ou matériels préconisés, si un matériel ou un matériau décrit ne serait plus fabriqué, il appartient à l'entrepreneur d'en informer par écrit le maître d'Œuvre avant l'établissement de son offre.

Aucune modification en plus-value du forfait ne sera acceptée pour cette raison.

Par contre une moins-value pourra être exigée au cas où le matériel ou matériau fourni serait techniquement moins performant que celui prescrit.

L'entrepreneur devra réaliser un ouvrage conforme aux prescriptions techniques ci-avant dans le cadre de son forfait. Seraient éventuellement à sa charge, les ouvrages incombant aux autres corps d'état et

consécutifs à l'adaptation nécessaire au respect des prescriptions.

■ Mission de la maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage a confié à la maîtrise d'œuvre une mission de base telle que définie à l'article 15 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993.

Les études d'exécution de tous les corps d'état sont à la charge des entreprises.

■ Actions sismiques

Suivant le décret du 22 octobre 2010, la construction est classée en zone de sismicité 2 (aléa faible), au regard du « nouveau zonage sismique de la France » établi par la Délégation aux risques majeurs du ministère de l'Environnement.

Le bâtiment concerné entrant dans le cadre de la catégorie d'importance II, l'application des mesures précisées dans le document « Dispositions constructives en zone de sismicité faible », doivent respecter l'Euro code 8 classement de sol A.

La catégorie géotechnique du projet est considérée en classe de conséquence CC2, avec une base d'étude de catégorie géotechnique de 2.

■ Etablissement du projet

Le projet se compose de :

- Spécifications Techniques Détaillées
- Plans d'Exécution des Ouvrages.

Pour tous les autres corps d'état, l'établissement du projet est à la charge de chacune des entreprises. Les entreprises devront mettre à jour les plans d'exécution suite aux éventuelles modifications apportées en cours de chantier, et en remettre un sur support informatique (sur clef USB), (au format PDF et DWG) et deux tirages au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre en fin de chantier. Ces plans refléteront donc les ouvrages réellement exécutés.

■ Solutions techniques :

Les solutions techniques retenues dans le présent document ne sont décrites qu'à titre indicatif.

Il appartient donc aux entreprises de faire des études techniques et de soumettre leur propre solution au maître d'œuvre ainsi qu'au bureau de contrôle SOCOTEC pour approbation.

Au stade de la remise des prix, toute solution présentée sera supposée inclure toutes les incidences techniques et économiques sur l'ensemble des corps d'état.

Les plans, notes de calcul, schémas, références avis techniques, cahier des charges pour matériaux non traditionnels, PV ou certificat de classement ou d'essais de matériaux, devront être transmis au Bureau de contrôle pour avis au moins deux semaines avant exécution des ouvrages.

Vérification des cotes

Il appartient à chaque entreprise de vérifier les cotes portées sur les plans et en particulier les cotes de nivellement général.

Au cas où l'une d'elles trouverait des erreurs, elle devra en informer le Maître d'Œuvre qui sera la seule habilité à donner les instructions nécessaires.

L'entreprise ne pourra pas prétexter de cette erreur pour demander une révision de son forfait, puisque ces vérifications doivent être faites avant la remise de l'offre.

Classement du bâtiment

L'entreprise est tenue de réaliser des ouvrages en conformité avec les Règlements de Sécurité contre

les risques d'incendie et de panique dans les bâtiments, suivant préconisations du Bureau de contrôle et de l'autorisation de travaux.

Classement : type RLW

Performances spécifiques

Le maître d'ouvrage impose que soient respectées les prescriptions en ce qui concerne la sécurité, l'acoustique, la thermique, l'éclairage et la ventilation.

En fin de chantier, chaque entrepreneur fournira le procès-verbal des essais « COPREC ».

Essais de fonctionnement des installations

Toutes les installations techniques seront obligatoirement soumises aux essais de bon fonctionnement de l'Agence Qualité Construction (AQC), suivant les documents COPREC N° 1 et 2 parus dans le cahier spécial du Moniteur n° 4954 du 6 Novembre 1998.

Ces essais sont à la charge des entreprises concernées qui devront en communiquer les attestations d'essais au contrôleur technique pour avis si la prestation PV lui est confiée

Chaque attestation précise l'objectif et la nature des essais de fonctionnement, le mode d'emploi et l'enregistrement des essais, les appareils de mesure nécessaires, la description des essais.

Si le contrôleur technique décide de faire procéder à des essais de vérification complémentaires en sa présence, l'entreprise concernée mettra à sa disposition le matériel nécessaire ainsi qu'une personne compétente pour réaliser les essais.

Les résultats de ces essais doivent être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires pour examen au Bureau de Contrôle.

Les équipements concernés sont les installations électriques, les réseaux d'eau intérieurs au bâtiment, les évacuations d'eau intérieures et extérieures au bâtiment, etc.

Autocontrôle des entreprises

L'autocontrôle qui incombe à chacune des entreprises, énumérés à l'Article 1792-1 du Code Civil doit s'effectuer de manière satisfaisante.

Chaque entreprise devra tenir à la disposition du Bureau de Contrôle la liste des vérifications envisagées afin de s'assurer de la bonne exécution des ouvrages ainsi que la formalisation de ces vérifications.

En début de chantier, chaque entreprise donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise s'assurera que la réalisation est faite conformément aux DTU, règles de l'article, etc.
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU, les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

Etendue des prestations

Limite des « localisations »

Les localisations du présent cahier sont données à titre indicatif pour permettre la compréhension du projet et aider l'entreprise à établir une offre complète. Il appartient cependant à celle-ci de compléter ces localisations, notamment conformément aux plans fournis au dossier du marché, et d'inclure à son offre tout ouvrage nécessaire au parfait achèvement.

Prévision à faire

L'entrepreneur doit énumérer les fournitures et façons au complet achèvement des travaux, qu'ils aient été décrits ou non, et même, en cas d'omission, elles pourront être exigées sans supplément si les fournitures de l'ensemble sont reconnues nécessaires à la réalisation de l'ouvrage décrit dans le présent document.

Il appartient donc à chaque entreprise de prendre connaissance du présent document dans son intégralité, pour vérifier en particulier, si des ouvrages non décrits à son lot ne seraient pas la suite logique ou la conséquence d'ouvrages décrits aux autres chapitres.

En particulier, pour les ouvrages de terrassement, l'entreprise ne pourra réclamer aucun supplément pour rencontre de roche ou d'ancienne maçonnerie, pour assèchement, pompage, etc.

Sujétions incluses au prix

Dans sa remise des prix, l'entrepreneur est supposé avoir tenu compte de toutes les sujétions inhérentes au chantier et en particulier de toutes difficultés d'accès, de circulation et de stationnement.

Préservation de l'existant

Chaque entrepreneur est responsable des dommages qu'il pourrait causer directement ou indirectement aux voiries, bâtiments existants ou conservés, qu'ils fassent partie de la propriété ou non.

Il lui appartient donc, de faire dresser soit par un constat d'huissier, soit par un constat contradictoire avec le ou les maîtres d'ouvrages, un état des lieux, et ce avant le commencement de ses travaux.

En fin de travaux l'entrepreneur devra, éventuellement, la réparation des ouvrages endommagés.

Etaiements

Les ouvrages d'étalement ne sont pas décrits au présent C.C.T.P. Il appartient cependant aux entreprises de prévoir tous ceux nécessaires à la réalisation des ouvrages décrits (ou à la conservation des ouvrages ou parties d'ouvrages maintenus).

Il appartiendra en particulier aux entreprises, sous leur seule responsabilité, de définir les points d'appuis de ces étalements.

Ces étalements seront étudiés afin d'éviter tout mouvement ou déformation des ouvrages conservés, et ne seront réalisés qu'après obtention du visa du maître d'œuvre.

Echafaudages

Les échafaudages ne sont pas décrits au présent CCTP.

Il appartient donc à chaque entreprise de prévoir tous les échafaudages nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

Ces échafaudages seront en conformité avec la législation en vigueur.

Protection des ouvrages

Chaque entreprise devra :

- Protéger ses ouvrages mis en œuvre contre les intempéries et chocs de toute nature ;
- Déposer les diverses protections pour les opérations préalables à la réception ;
- Remplacer ses matériels ou matériaux détériorés ou dégradés à ses propres frais sauf si le responsable de la dégradation est connu, l'entreprise établira alors un devis et le soumettra à l'entreprise responsable de la dégradation, l'arbitrage du maître d'œuvre n'interviendra qu'en cas de désaccord entre les parties.

Toute entreprise est responsable de ses matériaux ou matériels jusqu'à la réception des travaux.

Visite des lieux

Pour établir son offre, l'entrepreneur devra se rendre sur les lieux pour juger de l'étendue des travaux, des difficultés d'accès et des difficultés inhérentes à certains travaux.

Chaque entreprise devra se référer au règlement de consultation.

Une visite commune sera établie pour tous les lots au moment de la consultation.

Organisation du chantier

Gravats

Chaque entreprise doit prévoir la descente ou le montage, le tri, la sortie, le chargement et l'enlèvement de ses propres gravats. L'entreprise du lot Gros Œuvre, devra l'aménagement d'une aire de stockage pour le dépôt des bennes à gravats. L'emplacement déterminé en accord avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le SPS sera si possible d'un accès facile.

Le stockage des déchets et gravats de chaque entreprise ne devra pas dépasser une semaine. Au cas où une entreprise n'enlèverait pas ses gravats comme indiqué ci-dessus, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire évacuer les gravats par une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante.

Afin d'assurer la traçabilité, le Maître d'Œuvre contrôlera les bordereaux de suivi des déchets.

Chaque entreprise devra notamment :

- Identifier et estimer le coût de gestion des déchets
- Privilégier les techniques utilisant des matériaux recyclés
- Assurer le tri et l'élimination régulière vers les sites de dépôt ou de traitement
- Former le personnel à la gestion des déchets

Les déchets font l'objet d'un tri sélectif conformément aux dispositions communes à tous les corps d'état pour les opérations certifiées Habitat et Environnement Profil A.

Gardiennage

Chaque entreprise devra assurer la protection et le gardiennage du chantier.

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre, devra mettre en place toutes protections collectives (clôtures, platelage, signalisations, etc.) nécessaires pour le chantier, à charge de chaque entreprise si une quelconque dépose était nécessaire pour ses travaux de remettre les protections en place après chaque intervention.

Cependant chaque entreprise prend à sa charge les ouvrages identiques n'intéressant qu'elle-même.

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre mettra en œuvre la signalisation du chantier et demandera les autorisations de voirie auprès des services, organismes ou sociétés concernés.

Le gardiennage du site sera assuré par l'agent de l'IUT sur place.

Le chantier devra être clôturé et fermé quotidiennement avec les moyens nécessaires. A la charge du lot gros œuvre.

Entretien des abords

Toute dégradation de la voirie par une entreprise fera l'objet d'une remise en état d'origine immédiate, après établissement d'un constat contradictoire, ou constatation par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage.

Le coût en sera facturé à l'entreprise responsable.

Un constat d'huissier sera à prévoir en début de chantier et à la charge du lot gros œuvre.

Chaque entreprise, notamment celle exécutant des démolitions ou terrassements devra l'entretien des abords et accès du chantier durant la période de son intervention.

A cet effet, seront implicitement inclus :

- Décrochage et nettoyage des roues des véhicules avant sortie du chantier
- Entretien des trottoirs et voies privées ou publiques desservant le chantier
- Nettoyage des voies privées ou publiques desservant le chantier, non seulement aux abords immédiats, mais dans un rayon aussi important qu'il sera nécessaire.

Si le service de voiries privés ou publics étaient amenés à procéder eux-mêmes à ce nettoyage ou aux remises en état nécessaires, les frais en résultant seraient à la charge exclusive de l'entreprise responsable.

Nettoyage

Chaque entreprise est tenue de maintenir le chantier en parfait état de propreté. Il appartiendra à l'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre, de faire respecter cette prescription. Si nécessaire elle effectuera elle-même ce travail et le facturera à l'entreprise défaillante.

Cette même entreprise devra maintenir l'accès et les voies publiques en parfait état de propreté, notamment pendant les travaux de terrassement, après passage de véhicules, y compris mise en place d'un débourbeur si nécessaire.

Percements et scellements

Il est formellement interdit de refouiller dans les ouvrages en béton armé neufs. Il appartient donc à chaque entreprise de fournir un plan de réservations au maçon qui est tenu de réserver les trous, trémies, fourreaux et empochements de scellements nécessaires lors du coulage des ouvrages en béton.

Les fourreaux et taquets seront placés par le maçon conformément aux prescriptions du présent cahier et indications des corps d'état intéressés.

Tous les autres percements, l'ensemble des scellements et des bouchements restent à la charge de chacune des entreprises, sauf en cas de spécifications contraires mentionnées au présent cahier.

Les raccords restent à la charge du corps d'état dont ils relèvent (carrelage au carreleur, etc.)

Energie électrique de chantier

Le titulaire du Lot Génie Electrique devra installer à ses frais le sous compteur, le coffret général de chantier et disjoncteur de chantier à partir de l'installation existante compris alimentation en aérien, alimentation de la base vie, les coffrets de chantier et éclairage du chantier

Le titulaire du lot Génie Electrique fera installer à ses frais les coffrets de distribution d'énergies réglementaires alimentés depuis le TGBT.

La dépose de l'installation après travaux est à la charge du lot Génie Electrique.

Alimentation d'eau T.C.E.

Pendant la période de préparation de chantier, à partir du réseau AEP existant le titulaire du lot Génie Climatique installera un compteur de chantier compris vanne de coupure dans un regard à prévoir au Lot Gros Œuvre.

Le titulaire du Lot Génie Climatique installera un robinet de puisage hors gel et raccordera les sanitaires de chantier compris fourniture et pose du PE.

La tranchée et remblai est à la charge du Lot Gros Œuvre.

La dépose de l'installation après travaux est à la charge du Lot Génie Climatique.

■ Compte prorata

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre tiendra avec deux entreprises des lots secondaires (GO – CF/cf – Peinture), le compte prorata sur lequel seront imputées toutes les dépenses d'intérêt commun incombant à l'une des entreprises, dépenses définies à l'annexe A de la Norme P 03.001 de décembre 2000, à l'exclusion des dépenses imputées nommément à une entreprise définie dans le présent document.

Le maître d'œuvre n'interviendra pas dans le règlement du dit compte, sauf demande d'arbitrage formulée par l'une ou l'autre des entreprises.

Avec son décompte définitif, l'entreprise présentera un document établi par le gestionnaire du compte prorata attestant que ladite entreprise s'est libérée des sommes dues à ce titre.

Au cas contraire, les sommes dues au titre de ce décompte feront l'objet de retenues de la part du Maître d'Ouvrage sur les sommes dues par lui au titre du Marché de l'entreprise débitrice, jusqu'à production de ladite attestation.

L'installation de compteur et consommation d'électricité de chantier, compris coffrets de chantier, sont imputés au compte prorata

L'entretien nettoyage et désinfection par une personne habilitée et formée des sanitaires de chantier 2 fois par jour est imputé au compte prorata

L'entretien nettoyage et désinfection par une personne habilitée et formée des vestiaires et réfectoire de chantier 2 fois par jour est imputé au compte prorata

La fourniture de poubelles à commande d'ouverture à pied dans les vestiaires, sanitaires et salle de réunions

L'éclairage des circulations selon demande du Coordonnateur SPS, sera imputé au compte prorata

Le nettoyage de fin de chantier sera imputé au compte prorata

Hygiène et Sécurité

Généralités

L'ensemble des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier devront respecter les règles d'hygiène et de sécurité. Ils observeront les instructions et recommandations figurant dans les brochures éditées par l'OPPBTP.

Les textes réglementant ces mesures sont :

- la Loi n° 76.1106 du 6 décembre 1976 (J.O. du 07/12/1976) ;
- le décret n° 77.612 du 9 juin 1977 (J.O. du 17/06/1977) ;
- le décret n° 77.996 du 19 août 1977 (J.O. du 03/09/1977) ;
- le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 et textes d'application ;
- la directive cadre 89/391 du 12 juin 1989 ;
- la Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 ;
- la directive européenne 92/57 du 24 juin 1992 ;
- la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 ;
- le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 ;
- l'arrêté du 07 mars 1995 ;
- le décret 95-543 du 4 mai 1995 ;
- le décret 95-607 du 6 mai 1995 ;
- le décret 95-608 du 6 mai 1995 ;
- le décret 2003-68 du 24 janvier 2003 ;
- l'arrêté du 25 février 2003

Les entreprises et chaque ouvrier devront respecter les règles établies dans le « Guide de préconisation de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction » et consignes du SPS.

Coordonnateur de sécurité

Ce chantier est soumis au décret 94-1159 du 26 décembre 1994, par conséquent les entrepreneurs devront se conformer aux observations du coordonnateur de sécurité et protection de la santé de l'opération.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O), sera complété au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Protections collectives

Les protections collectives seront exécutées par l'entrepreneur titulaire du lot concerné. Ces protections

seront réalisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux et resteront en place jusqu'à leur remplacement par les protections définitives ou, pour les garde-corps en terrasse (exemple), jusqu'à la fin des travaux concernés.

Chaque entreprise sera responsable de la bonne conservation des protections dans la zone où elle est appelée à intervenir, pendant la durée de son intervention.

Dans le cas où une entreprise serait amenée à déplacer certaines protections pour l'exécution de ses travaux, il lui appartiendra de réaliser ses propres protections, qui devront respecter les normes de sécurité.

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre mettra en œuvre la signalisation du chantier et demandera les autorisations de voirie auprès des services, organismes ou sociétés concernés.

L'entreprise de Gros œuvre devra également le balisage temporaire des issues de secours.

L'entreprise gros œuvre devra également le calfeutrement intérieur de l'espace de chantier pour éviter les diffusions de poussière.

Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Les entreprises doivent se reporter au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, pièce constitutive du dossier de consultation établi par le Coordonnateur SPS.

En cas de discordance entre le CCTP et le PGC, l'entreprise respectera les dispositions du CCTP pour établir son forfait de base. En option, l'entreprise chiffrera les installations que le PGC met à sa charge et que le CCTP n'attribue pas à un autre lot.

Au cas où l'entreprise ne chiffrerait pas ces prestations en option, elles seront déclarées incluses au forfait.

Installation de chantier T.C.E.

L'installation de chantier fera l'objet de l'établissement par le titulaire du lot Gros Œuvre, d'un plan d'installation de chantier tous corps d'états sur lequel seront matérialisés les équipements suivants, équipements à la charge du lot Gros Œuvre :

- Liste des équipements : Se référer au document A01 CCTP lot 1 à 7

Installation de chantier

Dès que les entrepreneurs seront désignés, l'entrepreneur du lot Gros Œuvre établira en accord avec le maître d'œuvre, un plan des installations du chantier, qui précisera notamment :

- Les emplacements prévus pour le stockage des matériaux et l'emplacement des bennes à déchets ;
- Les passages à réserver pour l'accès des véhicules ;
- L'accès des piétons ;
- L'implantation des différents bungalows (vestiaires, sanitaires, réfectoire, etc.) ;
- Les zones de végétation, et protection de tous ordres ;
- Outre les installations habituelles de chantier : grue, bétonnière, engins il ne sera toléré aucun encombrement matériels ou baraques dans les zones à aménager.

Clôture de chantier

Clôture type HERRAS hauteur 2.00 ml pour le stockage des matériaux et implantation de bungalows situés à l'extérieur du site.

Clôture réalisée de 2.00 m de hauteur fermant avec un cadenas à code, pour délimiter la zone chantier à l'intérieur du site et l'interdire au public.

A noter que dans l'emprise du chantier, la voirie d'accès pompiers sera conservée.

Sanitaires

Conformes à la réglementation et raccordés au réseau EU existant. L'entretien de cette installation comprendra : un nettoyage et désinfection deux fois par jour par une personne habilitée et formée ; la mise à disposition de savon, papier toilette, désinfectant et essuie-mains, corbeille.

Vestiaires et réfectoire

L'entreprise du lot gros œuvre installera pour son personnel et le personnel des autres entreprises des bungalows :

- Un bungalow à usage de vestiaires dont la surface sera calculée en prenant en compte comme référence 1,25 m² par salarié, et équipé d'armoires-vestiaires à double compartiment en nombre suffisant
- Un bungalow à usage de réfectoire entièrement équipé avec fenêtres à barreaudage, éclairé et chauffé, de taille suffisante pour accueillir l'ensemble des personnes prenant leur repas sur le chantier.

Le nombre, le type et l'emplacement de ces installations devront être soumis à l'approbation du Coordonnateur et du Maître d'Œuvre.

Nettoyage et désinfection des locaux 2 fois par jour par une personne habilitée et formée

Amiantes et plombs

Les rapports amiantes et plombs du 21 octobre 2024 sont fournis au présent marché public.

Les entreprises devront impérativement en prendre connaissance avant l'intervention et prendre l'intégralité des mesures nécessaires.

- Vérification des prestations

Essais et contrôles des ouvrages :

Le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge de l'acheteur.

Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Vérification des matériaux et produits :

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.